

Universités, recherche : sortons de la crise !

La droite méprise les enseignants-chercheurs,

Le désengagement de l'Etat menace l'avenir du pays !

Le discours de SARKOZY du 22 janvier est une somme de mensonges et une véritable insulte à l'égard de la communauté scientifique, chez qui il a suscité indignation et mobilisation.

En supprimant un millier d'emplois scientifiques et en démantelant le CNRS, le gouvernement affaiblit la recherche française pourtant affichée comme une priorité !

Le nouveau décret sur le statut des enseignants-chercheurs permettra aux présidents d'universités d'alourdir les charges de cours de certains, selon des critères d'évaluation contestables et au détriment de la recherche et de la qualité de l'enseignement.

En renforçant l'autonomie des universités sans contrôle et sans moyens supplémentaires, la droite met en péril le service public d'enseignement supérieur. Les présidents d'universités vont devoir trouver des financements non sans risques :

- Un alourdissement tous azimuts des charges de cours des enseignants-chercheurs grâce au nouveau décret ;
- Une hausse des frais d'inscription des étudiants dont les conditions de vie sont pourtant déjà trop précaires (manque d'encadrement et d'orientation, bourses trop faibles et salariat... causes d'échec massif en premier cycle !) ;
- Le recours inconsidéré à des fonds privés.

Les réformes engagées mettent en concurrence les universités, elles creusent les inégalités sociales et territoriales.

Enfin, la formation des enseignants du primaire et du secondaire est bradée. Avec la disparition progressive des IUFM, il n'y aura plus de véritable formation en alternance. Après leur concours à Bac+5, les enseignants seront directement mis en responsabilité devant une classe. Le ministère recule ainsi l'entrée dans la carrière tout en économisant le salaire de fonctionnaire stagiaire.

Le Parti socialiste demande :

- Le retrait des réformes en cours,
- Le rétablissement du millier d'emplois supprimés au budget 2009,
- La mise en œuvre d'un plan pluriannuel de créations d'emplois scientifiques,

Notre demande de création d'une mission parlementaire ayant été rejetée, le Parti socialiste organise prochainement – en lien avec le PCF et les Verts – une vaste consultation publique des acteurs concernés (étudiants, personnels, citoyens) qui lui permettra ensuite de formuler des propositions concrètes pour une réforme progressiste.

Le Parti socialiste appelle à la mobilisation,

pour un service public juste et ambitieux de l'enseignement supérieur et de la recherche !

COUPON À DÉCOUPER ET À RETOURNER À LA FÉDÉRATION DE PARIS DU PARTI SOCIALISTE

Parti Socialiste • 32, rue Alexandre Dumas, Paris 11e • www.ps-paris.org • federation@ps-paris.org • Tél. 01 42 80 64 40



Je veux plus de renseignements sur les activités du PS
 Je souhaite devenir sympathisant
 Je veux adhérer au Parti socialiste

NOM Prénom
Adresse
CP Ville
Tél. Courriel

Mobile

Halte à la casse de l'école publique et laïque !



Fédération de Paris

« Je suis pour une privatisation totale de l'Éducation nationale »

(Emmanuelle MIGNON, conseillère auprès de SARKOZY, *Le Monde* du 3-9-2004)

« L'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur »

(SARKOZY, Discours du Latran, 20-12-2007)

La droite supprime :

- 13 000 postes à la rentrée 2009 (soit 60 000 postes depuis 2003) : classes surchargées, enseignants méprisés.
- 2 heures de classe le samedi matin en primaire (72 h par an), remplacées par du soutien inadapté aux besoins.
- 1500 postes en RASED (réseaux d'enseignants spécialisés pour les élèves en difficultés).
- La carte scolaire (ségrégation sociale accrue).

La droite envisage de supprimer les petites sections de maternelle au profit de jardins d'éveil payants.

La droite étend son soutien aux établissements privés (postes, financements...) et aux entreprises de cours particuliers (avantages fiscaux).

Les propositions du PS

pour une école publique et laïque, plus juste, plus efficace, garantissant la réussite de tous,

Nous voulons rétablir les moyens supprimés par la droite, faire de l'éducation une priorité nationale et mener une vaste concertation sur la relance de l'école publique. Nous souhaitons prioritairement :

À Paris :

- 89 postes budgétaires supprimés dans le primaire (notamment en RASED) à effectif scolaire constant.
- Non content de remettre en cause le droit de grève, le Service Minimum d'Accueil (SMA) dans les écoles s'est révélé inapplicable : il doit être supprimé !
- Moyens en forte baisse dans une trentaine de collèges ; augmentation des incivilités et de la violence.

Dans le XIII^e arrondissement :

- 3 classes sont fermées dans les écoles :
 - o élémentaire 64 rue Dunois
 - o maternelle 71 rue Dunois
 - o élémentaire 9 rue Franc-Nohain
- 11 postes de RASED sont supprimés soit près d'un tiers des postes actuels.

- Consolider l'école maternelle : scolarité obligatoire dès trois ans.
- Renforcer l'éducation prioritaire : moins d'élèves par classe en ZEP.
- Améliorer la carte scolaire pour renforcer la mixité sociale.
- Revaloriser les métiers de l'éducation : professeurs, conseillers d'éducation, surveillants, infirmières, enseignants spécialisés...
- Ouvrir un vaste chantier d'amélioration des méthodes pédagogiques : rythmes d'apprentissage, autonomie, lutte contre l'échec scolaire...
- Valoriser l'enseignement professionnel
- Renforcer le service public d'orientation.